

Assemblée populaire nationale

FRANÇAIS ET MEMBRE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE DEVENU DÉPUTÉ

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7272 - LUNDI 18 AVRIL 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

17 RAMADAN 1443

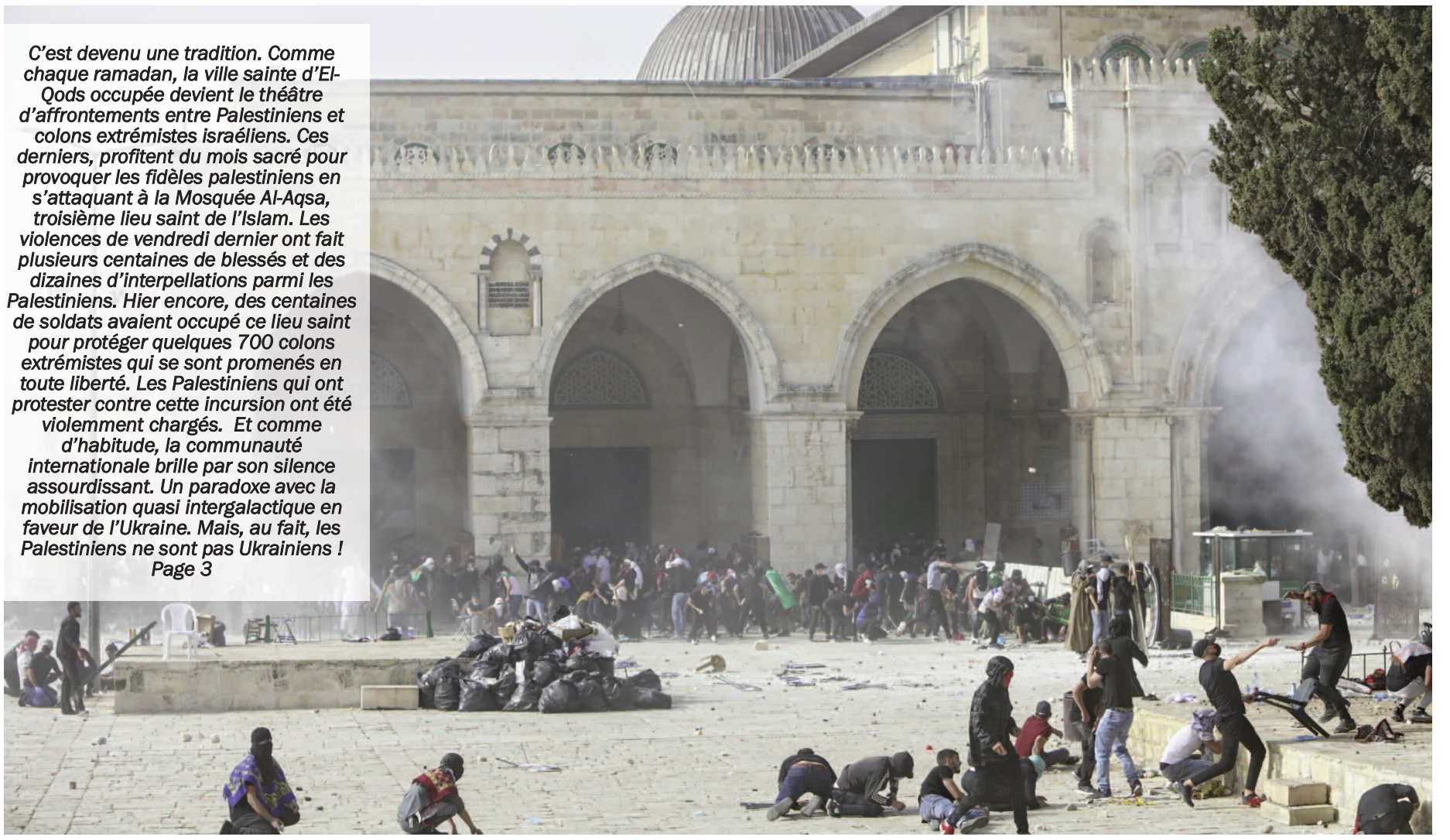
IMSAK : 04 : 28

IFTAR : 19 : 25

SILENCE ASSOURDISSANT DE LA «COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE»

LA PALESTINE N'EST PAS L'UKRAINE

C'est devenu une tradition. Comme chaque ramadan, la ville sainte d'El-Qods occupée devient le théâtre d'affrontements entre Palestiniens et colons extrémistes israéliens. Ces derniers, profitent du mois sacré pour provoquer les fidèles palestiniens en s'attaquant à la Mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam. Les violences de vendredi dernier ont fait plusieurs centaines de blessés et des dizaines d'interpellations parmi les Palestiniens. Hier encore, des centaines de soldats avaient occupé ce lieu saint pour protéger quelques 700 colons extrémistes qui se sont promenés en toute liberté. Les Palestiniens qui ont protester contre cette incursion ont été violemment chargés. Et comme d'habitude, la communauté internationale brille par son silence assourdissant. Un paradoxe avec la mobilisation quasi intergalactique en faveur de l'Ukraine. Mais, au fait, les Palestiniens ne sont pas Ukrainiens !
Page 3



PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

LA MOSQUÉE DE PARIS INVENTE L'IFTAR ÉLECTORAL

Page 2

FONCTION PUBLIQUE

Les syndicats appellent à une grève les 26 et 27 avril

Page 4

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

FAUX-DÉPART DE L'ESS ET DU CRB À DOMICILE

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

SUSPENSION DE LA RUSSIE DU CDH

L'entité sioniste épinglée par Moscou

C'EST assez inhabituel, voire surprenant. La diplomatie russe n'est pas restée les bras croisés, surtout après avoir mis en garde des pays occidentaux qui se sont alignés généreusement derrière les positions américaines, lors du conflit en Ukraine. Cette fois, c'est Israël qui est directement dénoncé par Moscou. L'attaque est frontale et qui n'est pas passée inaperçue chez les observateurs et les milieux politiques et diplomatiques.

Il est vrai que la guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques ont servi à décanter les positions des uns et des autres et ainsi apparaissent sous leurs vrais visages les amis et les ennemis de la Russie, ainsi que les Etats neutres.

En effet, le ministère russe des affaires étrangères a critiqué les déclarations du ministre israélien des Affaires étrangères Yair Lapid concernant le soutien de son pays à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Cette résolution a été votée récemment.

Le ministère russe des Affaires étrangères a publié une déclaration officielle disant : « suite aux propos du ministre israélien des Affaires étrangères, Yair Lapid, concernant le soutien de son pays à la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de suspendre l'adhésion de la Russie au Conseil des droits de l'homme, nous répondons que cette décision, elle est illégale et politiquement motivée ».

Le ministère russe des AE note que les déclarations du ministre israélien des Affaires étrangères sont hautement inacceptables et regrettables, et qu'il y a une tentative voilée de profiter de la situation en Ukraine pour détourner l'attention de la communauté internationale du conflit palestino-israélien.

«Comme vous le savez, il y a une violation de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies, alors que le gouvernement israélien continue l'occupation et l'annexion illégales des terres palestiniennes, ce qui a conduit au meurtre des milliers de Palestiniens», souligne encore cette déclaration russe.

Le ministère russe des Affaires étrangères a également souligné que la bande de Gaza est essentiellement devenue une « prison à ciel ouvert » et que des millions de personnes ont dû survivre pendant près de 14 ans dans les conditions du blocus maritime, aérien et terrestre imposé par Israël.

La déclaration conclut : «Il convient également de noter que la voie suivie par Israël pour maintenir la plus longue occupation d'après-guerre de l'histoire du monde est menée avec la complicité tacite des pays occidentaux et avec le soutien réel des États-Unis».

Mohamed Kouini

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Français et membre de la légion étrangère devenu député

Il aurait servi dans la légion étrangère, combattu dans plusieurs pays d'Afrique du Sahel au nom de la France puis naturalisé en 2006, il devient ensuite député à l'issue des législatives de juin 2021 pour la communauté algérienne établi à l'étranger dans la circonscription de Marseille (Zone 2).

C'est le parcours plus au moins étrange de Mohamed Bekhadara depuis quelques semaines sous la loupe de l'assemblée nationale populaire (APN) qui a obtenu des documents confirmant le passé militaire de ce député, activant sous la houlette du Front national algérien (FNA).

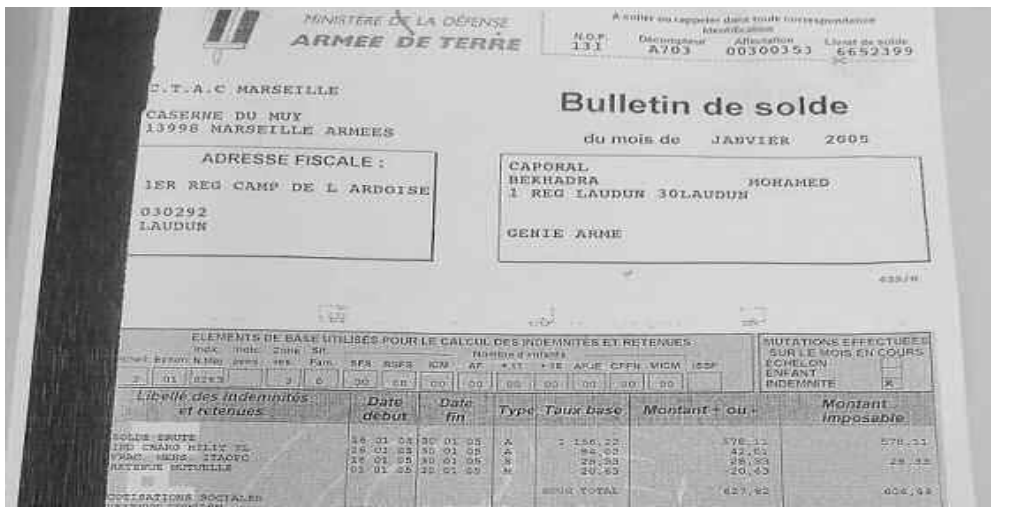
Sur la base de ces «preuves» l'APN, aurait annulée mercredi 13 avril la carte du député installé à Bordeaux avec interdiction de rentrer dans l'enceinte du parlement en attendant son exclusion lors de la prochaine plénière", a indiqué au Jeune Indépendant qui a précisé que le Conseil constitutionnel a été saisi de son cas.

Selon la même source, Mohamed Bekhadra s'est engagée de 2002 à 2007 dans la légion étrangère à Aubagne dans le département des Bouche-du Rhône. Il est muté ensuite au 4ème Régiment de la légion étrangère basé sur la route de Pexiora à Castelnaudary dans le département de l'Aude dans le sud-est de la France.

Il sera détaché au sein du régiment français d'interventions au Tchad. Au terme de sa mission, il obtient une médaille de bronze. A son retour en France, il est envoyé 1er Régiment étranger de génie situé à la rue du Général Rollet, dans Laudun-l'Ardoise dans le sud-est de la France.

Il obtient alors un permis de conduire pour véhicules "poids-lourd" et un certificat de démineur, un permis de tractopelle avec un grade de caporal. Il a été bien noté par ses supérieurs dans ce régiment grâce à la médaille qui lui a été décernée pendant l'intervention au Tchad. En 2006, il est naturalisé français.

La haute autorité de surveillance des élections chargée de collecter les candidatures ne pouvait rejeter sa candidature compte tenu du fait qu'il était détenteur de la nationalité algérienne et résidait légalement en France et remplissaient les conditions exigées pour prendre part aux législatives.


MINISTERE DE LA DEFENSE
ARMEE DE TERRE

C.T.A.C MARSEILLE
CASERNE DU MUY
13998 MARSEILLE ARMEES

Bulletin de solde
du mois de JANVIER 2005

ADRESSE FISCALE :
1ER REG CAMP DE L ARDOISE
030292
LAUDUN

CAPORAL
BEKHADRA MOHAMED
1 REG LAUDUN 30LAUDUN

GENIE ARME

ELEMENTS DE BASE UTILISES POUR LE CALCUL DES INDEMNITES ET RETENUES

Libellé des indemnités et retenues	Date début	Date fin	Type	Taux base	Montant + ou -	Montant imposable
SOLDE BRUTE	16 01 05	30 01 05	A	1 156,22	578,11	578,11
IND CHARG MILIT TL	16 01 05	30 01 05	A	84,63	42,31	
SUBC MENS ITAOPC	16 01 05	30 01 05	A	28,93	28,93	28,93
RETENUE MUTUELLE	03 01 05	30 01 05	M	20,63	20,63	
				BRUT TOTAL	627,92	606,93
COTISATIONS SOCIALES						

Ministère de la Défense — Armée de Terre — C.T.A.C Marseille — Caserne du Muy, 13998 Marseille Armées — Bulletin de solde du mois de janvier 2005 — Adresse fiscale : 1er Reg Camp de L Ardoise, 030292 Laudun — Caporal Bekhadra Mohamed, 1 Reg Laudun 30Laudun — Genie Arme — Eléments de base utilisés pour le calcul des indemnités et retenues — Mutations effectuées sur le mois en cours

Ce député a été exclu du parti l'an dernier car il lui a été reproché de s'exprimer en son nom personnel et non pas au nom de la plateforme politique du parti.

Interrogé sur son passé au sein de la légion étrangère, le leader du FNA a indiqué que lorsque Bekhadra s'est engagé dans les élections législatives au nom du FNA, le parti n'avait ni les prérogatives, ni les moyens pour enquêter sur le passé des candidats sauf à vérifier, sur la base des documents exigés par la loi, s'ils n'ont pas des démêlés avec la justice algérienne, de ne pas avoir agi contre la révolution et de fournir une déclaration de patrimoine".

L'ancien candidat à la présidentielle en 2009 et 2014, a ajouté que ce député a été cautionné par des cadres du FNA qui avaient reçu des de nombreuses candidatures manant de l'immigration en France.

Selon Moussa Touati, "les adhésions au FNA et à tous les partis se font sur la base de législation et si le militant est reconnu d'avoir violé cette législation, il sera cependant exclu".

Le leader du FNA ajoutera que les enquêtes sur les députés ne sont pas du ressort des partis mais d'autres organes de l'Etat et que la direction du parti ignorait le passé de cet ancien soldat de la légion étrangère, estimant que l'élection de députés de l'immigration doit être annulée et que tous les membres du parlement doivent être issus de l'intérieur du pays.

S. Ould Brahim

PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE

La mosquée de Paris invente l'iftar électoral

DE PARIS, NIDAL ALOUI

EMMANUEL MACRON ou Marine Le Pen? Les musulmans français doivent voter dimanche prochain comme tous leurs concitoyens dans le second tour de l'élection présidentielle et savent sans aucun doute pour qui accorder leur bulletin de vote entre le président sortant et la dirigeante de l'extrême droite, dans un remake de 2017.

Ils connaissent l'un après son premier quinquennat et savent l'enfer qui leur est promis par l'autre: pas de regroupement familial et d'allocations, pas de logement social, déchéance de nationalité, expulsions.

Ces électeurs n'ont à l'évidence pas besoin d'être pris par la main pour tirer le bon bulletin de vote. Pourtant, c'est ce qu'a décidé le recteur de la Grande mosquée de Paris (GMP) Chamseddine Hafiz. Rompant avec le principe de neutralité des lieux de culte, Chems Eddine Hafiz appelle à voter pour Emmanuel Macron, jugeant que l'abstention et le vote blanc «renforcent l'extrême droite», porteuse d'idées «malveillantes».

«Comment réagir face à cette malveillance (Il ne s'agit que de ça?) qui se banalise et s'installe dans les esprits?» a-t-il questionné avant de répondre: «par le vote dans la continuité de la République».

«Voter c'est exister. Voter c'est assurer à la génération future la dignité et la fierté que nous n'avons pas le droit d'hypothéquer (comme) l'avenir de nos enfants, en restant des témoins passifs d'une catastrophe politique imminente» car le fonctionnement démocratique «n'empêche pas les discours haineux et mensongers à l'égard des musulmans», selon le discours de circonstance du chef de la prestigieuse mosquée de France. Pour conjurer «un drame historique», demande-t-il «votons Macron». Ainsi, le Recteur organise le 19 avril un iftar de soutien au candidat du mouvement de la République en marche, qui s'est pourtant illustré dans un passé récent par des propos à l'égard du prophete de l'Islam ayant suscité un tollé dans le monde musulman.

«Avec l'argent des donateurs qui gagnent parfois le Smic?» s'interroge un fidèle. «C'est un positionnement tout à fait opportuniste parce que les français musulmans n'ont pas besoin qu'on leur dise d'écarter Marine Le Pen, ils sont tous conscients de leur responsabilité et de la valeur de leur bulletin», remarque un autre habitué de la GMP.

Pour lui, le recteur anticipe les dividendes que cet appel va lui procurer après la victoire tout à fait prévisible d'Emmanuel Macron. Sauf incroyable coup de tonnerre et à ce moment-là c'est une facture qui sera présentée à tous les musulmans.

Du côté des autres cultes, il n'y a pas eu une telle consigne. Le chef de l'Eglise de France, Mgr Eric de Moulins Beaufort, archevêque de Reims, s'est abstenu de tout débat électoral entre les deux tours de la présidentielle. 'Nous ne donnons pas de consigne de vote mais nous voulons que tout le monde s'interroge sur le sens et les conséquences de son vote, pour soi et la famille humaine», a-t-il expliqué.

Selon un sondage Ipsos réalisé pour France Info et Le Parisien publié samedi 16 avril, Emmanuel Macron remporte l'élection présidentielle face à Marine Le Pen avec un score de 55,5% contre 44,5% pour la candidate du Rassemblement National (RN). Jusque-là, aucun sondage n'a prévu une victoire de la dirigeante d'extrême droite. Mais lors de ce match retour, l'écart est bien plus serré qu'en 2017 où il a été de 30 points en faveur de Macron.

SILENCE ASSOURDISSANT DE LA «COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE»

La Palestine n'est pas l'Ukraine

C'est devenu une tradition. Comme chaque ramadan, la ville sainte d'El-Qods occupée devient le théâtre d'affrontements entre Palestiniens et colons extrémistes israéliens.



Ces derniers, profitent du mois sacré pour provoquer les fidèles palestiniens en s'attaquant à la Mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam. Les violences de vendredi dernier ont fait plusieurs centaines de blessés et des dizaines d'interpellations parmi les Palestiniens. Hier encore, des centaines de soldats avaient occupé ce lieu saint pour protéger quelques 700 colons extrémistes qui se sont promenés en toute liberté. Les Palestiniens qui ont protester contre cette incursion ont été violemment chargés. Et comme d'habitude, la communauté internationale brille par son silence assourdissant. Un paradoxe avec la mobilisation quasi intergalactique en faveur de l'Ukraine. Mais, au fait, les Palestiniens ne sont pas Ukrainiens !

Tout a commencé par un appel d'extrémistes israéliens voulant sacrifier un animal au cœur même de la Mosquée Al-Aqsa à l'occasion de la Pâques juive. Sitôt connu, la réaction palestinienne ne s'est pas fait attendre : des appels à défendre Al-Aqsa sont lancés. Des centaines de jeunes convergent dès jeudi soir pour défendre le lieu saint. Vendredi matin, dès l'aube, les soldats de l'armée d'occupation pénètrent dans la mosquée, plaquant les palestiniens au sol, foulant avec leurs chaussures un lieu saint et procédant à des dizaines d'arrestation. A la manifestation qui a suivi, la réponse de l'armée d'occupation a été sans appel : une violence inouïe.

Cette énième provocation israélienne est paradoxalement passée sous silence par les médias internationaux. La question palestinienne ? Une routine, un conflit de basse intensité à classer dans la rubrique des marronniers ! Le silence assourdissant des médias mainstream contraste avec le tapage autour du conflit en Ukraine. Tambour battant, ces médias décernent la palme de victime par excellence aux Ukrainiens, promus seul peuple aux prises à une guerre. Exit les Irakiens, les Yéménites, les Syriens, les Libyens et bien sur les Palestiniens. Ces peuples n'ont pas la chance d'être en Europe ou d'être des Ukrainiens. Et là où le bât blesse, c'est le silence des pays qui se sont autoproclamés «grandes démocraties» face à «l'autocrate de Moscou». Aucun mot, aucune condamnation de l'entité sioniste, de son armée d'occupation ou de ses colons arrogants et criminels. A Washington ou à Londres, on n'a d'ailleurs pas l'habitude de condamner Israël, le grand allié et la seule démocratie dans un océan de dictatures arabes. A Paris, on fait des appels de pied en direction du puissant lobby juif très influent dans les médias, la finance et en politique en ces jours de l'entre-deux tours de la présidentielle française. L'Onu est également atteinte de cécité lorsqu'il s'agit des Palestiniens contrairement à la grande mobilisation dont elle a fait preuve depuis le début de l'opération militaire russe en Ukraine. Hier, des centaines de militaires et policiers israéliens avaient été déployés dans les esplanades des Mosquées, peu avant le début de l'invasion des colons extrémistes. La police israélienne a frappé, à coups de matraque, un certain nombre de fidèles, en arrêtant un d'entre eux, pour les poursuivre dans l'esplanade et dans la cour du Dôme du Rocher, pour les forcer à évacuer la mosquée.

Après la fin de la seconde intifada en 2005, le système de gestion des visites sur l'esplanade des Mosquées jusque-là contrôlé par le Waqf islamique a été abrogé. C'est désormais la police israélienne qui gère cette question. Celle-ci autorise les colons quotidiennement, sauf les vendredis et samedis, à faire des incursions dans l'esplanade des Mosquées au cours des matinées et des après-midi, après la fin de la prière musulmane du Dohr. D'ailleurs, pour la seule année 2019, soit avant la pandémie du Covid-19, le nombre de colons extrémistes qui ont profané Al-Aqsa s'élève à 30.000 colons.

Mais la prise d'assaut du dimanche acquiert une sensibilité particulière, étant donné qu'elle coïncide avec la Pâques juive, qui a commencé vendredi soir et dure une semaine, ainsi que le début de la troisième semaine du mois de Ramadan. Des groupes de colons ont appelé à une intensification des incursions pendant la période de Pâques.

Cette flambée de la violence en Palestine occupée et plus précisément à Al-Qods révèle l'hypocrisie de l'Occident et la politique de deux poids, deux mesures et surtout la concrétisation de la parole de Saint Thomas : « faites ce que je dis et ne faites pas ce que je fais ».

Mahmoud Benmostefa

AGRESSION SIONISTE CONTRE AL-AQSA

La grande supercherie du Makhzen

IL N'EN FALLAIT pas plus pour se convaincre du bradage de la cause du peuple palestinien par le palais royal marocain. Alors que la condamnation internationale est unanime, le comité Al-Qods, présidé par Mohamed VI, s'est recroquevillé dans une posture honteuse, hypocrite et définitivement malveillante.

Anesthésié par sa normalisation, à sens unique, avec l'entité sioniste, le soi-disant commandeur des croyants et pompeusement attitré du titre de protecteur des Lieux saints de la ville d'Al-Qods, s'est confiné d'abord dans un silence complice après les violations flagrantes, les arrestations injustifiées et les agressions inhumaines contre les fidèles lors de la prière d'el-fedjr. Ni condamnation des parjures sionistes ni réaction froide de refus contre les agissements des hordes de Tel Aviv et leurs profanations quotidiennes des espaces de culte musulman historiques. Vendredi, la police israélienne a pris d'assaut la mosquée et son esplanade alors que les fidèles accomplissaient la prière du matin, blessant 150 Palestiniens et en arrêtant 400 autres. Une profanation indigne en plein mois de ramadhan qui a révolté le monde entier. Ensuite, le Makhzen s'est même octroyé le luxe infâmant de déjouer, dans les coulisses des Nations unies, un projet de résolution condamnant les agressions israéliennes. Son propre comité d'Al-Qods s'est fourvoyé dans des considérations incroyables, en refusant carrément aux pays musulmans de parler d'une seule voix. En tenant un discours des plus incohérents et justifiant l'injustifiable, Mohamed VI et son régime vient de montrer son vrai visage, non plus d'un allié à l'entité sioniste mais d'un ennemi juré de la cause palestinienne et de son identité.

Faut-il encore rappeler que ce comité Al-Qods, censé défendre un patrimoine millénaire religieux et symbolique pour les musulmans et les Palestiniens, a été créé par l'Organisation de la conférence islamique en 1975. Il a été présidé par son père Hassan II avant que le titre ne soit hérité par son rejeton Mohamed VI. En vingt ans, il ne s'est réuni que deux fois, la dernière en 2014. Voilà qu'aujourd'hui, ce comité s'est permis de glisser vers l'offense et le déni à cause des manœuvres incantatoires et traîtres du Makhzen. N'est-il pas plus approprié d'inviter le comité de Mohamed VI à se réunir sans délai et à assumer ses responsabilités qui lui ont été confiées, à savoir la défense du troisième Lieu saint ?

La délégation marocaine au comité Al-Qods, qu'elle préside, tente de se soustraire à sa responsabilité envers Al-Qods et d'entraver les efforts du Groupe arabe.

Lors des délibérations du Groupe arabe des représentants permanents auprès de l'ONU à New York, l'ambassadeur d'Algérie avait confirmé que la situation dramatique en Palestine, notamment à Al-Qods, n'est plus compatible avec l'expression de formules de courtoisie à l'adresse du comité Al-Qods, présidé par le roi du Maroc.

Au cours de ces délibérations, et après une large consultation avec, entre autres, le représentant de la Palestine, une version amendée du projet a été approuvée et présentée sous sa forme finale.

Cependant, la délégation marocaine, sans surprise et fidèle à son modus operandi et ses tentatives théâtrales visant à fuir ses responsabilités réelles vis-à-vis des lieux saints à Al-Qods Al-Sharif, s'est opposée au texte de compromis et a critiqué la proposition de la délégation algérienne. Une attitude mesquine qui priva ainsi le Groupe arabe de s'exprimer d'une seule voix sur la situation dramatique et de condamner la violence des forces d'occupation israélienne à l'égard des fidèles innocents à Al-Aqsa Al-Moubarek.

Aujourd'hui, pour l'opinion publique, il est tout à fait légitime de s'interroger sur les réelles motivations du Maroc, qui s'oppose ouvertement à l'invitation du comité d'Al-Qods à une réunion pour la défense d'Al-Aqsa, d'Al-Qods et de la Palestine. Démasqué et complice, le Makhzen ne peut plus se cacher derrière des promesses mensongères. Pour les Palestiniens, c'est la fin de la supercherie.

Mohamed Kouini

Page 04_Mise en page 1 17/04/2022 17:28 Page 1

FONCTION PUBLIQUE

Les syndicats appellent à une grève les 26 et 27 avril

Les syndicats de la fonction publique passent à l'action. La Confédération des syndicats autonomes (CSA) a haussé le ton en décidant d'observer deux jours de grève, les 26 et 27 avril, pour alerter sur la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs mais aussi pour dénoncer les dernières décisions du gouvernement relatives, entre autres, à la nouvelle grille indiciaire des travailleurs.



Comme annoncé dans la réunion de la CSA le 11 avril passé, qui a décidé de lancer des actions de protestation, les syndicats passent à l'action en annonçant une grève nationale qui risque de paralyser plusieurs secteurs d'activité, sachant qu'une trentaine de syndicats représentant plusieurs secteurs ont adhéré à cette démarche.

Réunis avant-hier à Alger, les membres de la CSA, rejoints par d'autres syndicats, ont «examiné la dangereuse situation sociale des fonctionnaires et travailleurs algériens en raison de la grave détérioration du pouvoir d'achat, conséquence de la folle et anarchique flambée des prix des produits de large consommation», a-t-il été indiqué dans le communiqué rendu public à l'issue de la réunion. Alertant sur «la situation dangereuse que vivent les travailleurs, qui pourrait engendrer une explosion de la situation» et qui, surtout, «menace la paix sociale», les syndicats ont évoqué «l'incapacité du gouvernement à réguler les prix». «L'inefficacité» des dernières décisions relatives à la réduction et la suppression de l'IRG ainsi qu'à la nouvelle grille indiciaire des salaires a été soulignée par les syndicats qui estiment qu'elles «n'ont aucune incidence positive sur le pouvoir d'achat des travailleurs». La situation sociale «intenable» des fonctionnaires et travailleurs algériens a donc poussé les syndicats au débrayage les 26 et 27 avril, le but étant d'»exprimer la grogne des travailleurs». La grève se veut aussi, selon les syndicats, comme «un avertissement, ouvert à la radicalisation jusqu'à satisfaction des revendications».

D'autres mouvements de protestation ne sont pas à écarter, selon le coordinateur de la CSA, Boualem Amoura, qui qualifie cette grève de deux jours d'»action d'avertissement». «C'était urgent. Il fallait réagir aux dernières mesures prises par le gouvernement, relatives à ces augmentations insignifiantes», a-t-il précisé, affirmant que la suite à donner à ce mouvement dépendra de la réponse du gouvernement. Le coordinateur de la CSA, qui a signalé l'adhésion d'autres syndicats à la démarche de la Confédération et qui s'attend à un ralliement d'autres organisations syndicales, a affirmé que les fonctionnaires et travailleurs qui subissent l'augmentation généralisée des prix sont déçus par les mesures prises par les pouvoirs publics.

Les syndicats ont, par ailleurs, rappelé leurs revendications, qui consistent en «l'augmentation de la valeur du point indiciaire à 100 DA», sachant qu'il stagne depuis 2007 à 45 DA. Ils réclament également «la création d'un observatoire national du pouvoir d'achat, l'ouverture du dossier des primes pour relever leur valeur et l'actualisation de la prime de zone sur l'actuel SNMG au lieu de celui de 1989». Il fallait donc s'attendre à ce mouvement de grève.

La CSA, qui s'est réunie la semaine passée, avait en effet annoncé le recours à la protestation, dont la nature et la date seraient fixées prochainement, et ce après concertation des syndicats.

Lilia Aït Akli

AFIN D'AUGMENTER LA PRODUCTION DU LAIT EN SACHET

L'ONIL actualise le cahier des charges

POUR remédier à la rareté du lait en sachet qui dure depuis plusieurs mois, imposant aux citoyens de s'armer de patience pour supporter les fils d'attente interminables, l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) a actualisé le cahier des charges régissant l'activité des laiteries en vue d'augmenter le volume de production du lait subventionné et améliorer sa distribution. C'est ce qu'a indiqué hier Khaled Soualmia, directeur général de l'ONIL.

M. Soualmai, qui s'exprimait sur les ondes de la chaîne I, a fait savoir que l'actualisation du cahier des charges relatif aux laiteries permettra de mettre fin à la pression enregistrée actuellement en matière de distribution et de production du lait, précisant par la même occasion que la facture d'importation de lait en poudre estimée à environ 600 millions de dollars en 2021, augmentera entre 10 et 15% en raison des nouvelles variations des prix sur les marchés internationaux.

Les laiteries seront tenues selon le nouveau cahier des charges à fournir davantage d'efforts en matière de collecte du lait cru en vue d'augmenter la production du lait subventionné qui repose quasi totalement sur la poudre de lait importée, a-t-il expliqué, assurant que ce cahier de charges sera l'un des principaux outils de développement de la filière du lait.

L'Algérie dispose de 230 laiteries publiques et privées, dont seulement 199 laiteries produisent du lait subventionné (15 publiques et 104 privées), a-t-il rappelé, ajoutant que l'Office avait mis à leur disposition 5000 tonnes de poudre de lait, ces six derniers mois, afin d'éviter la pénurie du lait subventionné et pasteurisé. Il a affirmé également le maintien du prix du lait subventionné à 25 DA, du fait que la marge bénéficiaire sera supportée par le Trésor public, rappelant que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'attelait actuellement à recenser le nombre et les races de vaches laitières.

M. Soualmia a estimé qu'il est nécessaire de développer la filière lait en mettant en place des fermes modèles spécialisées dans la production laitière et l'élevage de vaches laitières de manière professionnelle selon les dernières méthodes afin de maîtriser les quantités produites. Il a notamment appelé les éleveurs à la création de grandes coopératives agricoles d'élevage de vaches dépassant les 1500 têtes. Le développement de cette filière dépend du succès de la nouvelle stratégie matérialisée par l'intégration du lait frais produit localement avec de la poudre de lait, «qui permettra de fournir au consommateur un nouveau type de lait à des prix compétitifs et contribuera en même temps à réduire la facture des importations», a-t-il a expliqué.

S'agissant d'importation du lait en poudre, le DG de l'ONIL a expliqué que l'Office «importe environ 200 000 tonnes par an, ce qui équivaut à 47 à 50 % des besoins nationaux de cette substance, tandis que les usines privées importent le reste». Le même responsable a expliqué que l'opération de distribution est effectuée par un comité interministériel qui détermine les quotas pour chaque laiterie en fonction des besoins de chaque wilaya, et il ne concerne que les laiteries privées et publiques qui produisent du lait subventionné vendu à 25 dinars.

Il convient de rappeler que le gouvernement a élaboré une nouvelle feuille de route pour contrôler et améliorer la distribution du lait pour tenir compte de la densité de population et des besoins des consommateurs. Cette nouvelle carte de production et de distribution du lait assure « un approvisionnement régulier» à travers le pays pour remédier aux perturbations enregistrées dans la distribution de ce produit vital.

Mohamed Mecelti

TOURISME À BÉJAÏA

Les travailleurs de Capritour réclament leurs salaires

LES TRAVAILLEURS du village touristique Capritour situé à Boukhélifa sont en colère. Ils ont organisé hier une journée de protestation afin de réclamer leurs salaires. Ces derniers sont privés de salaires depuis neuf mois. Ils sont 105 travailleurs de différentes catégories et professions employés au sein du village à vivre cette situation des plus pénibles d'autant que nous sommes en pleine mois de Ramadhan ou les dépenses se multiplient sur trois ceci sans compter les dépenses liées à La fête de l'Aïd qui arrive à grand pas. «Nous n'avons pas perçu nos salaires depuis neuf mois», déclarent les travailleurs qui lancent un cri de détresse envers les autorités afin d'agir et trouver une solution à leur clavaire qui s'étale dans la durée dure. Et de souligner : «nous avons tapé à toutes les portes pour trouver une solution à notre souci en vain». «Nous avons saisi le chef de daïra, le maire, le wali, l'inspection du travail et la justice et nous n'avons pas obtenu nos droits», déclare un travailleurs sur la Radio. Le locuteur ajoute : «Nous n'avons pas de quoi nourrir nos familles et payer les soins médicaux de nos enfants ; nous avons contracté des crédits et nous ne pouvons pas les rembourser». Et de poursuivre : «Combien de temps allons-nous demander à nos proches de nous emprunter de l'argent ; aujourd'hui personne ne veut le faire car, nous avons trop exagéré à leurs yeux». Les mécontents ne comprennent pas le mutisme des autorités et des responsables de l'entreprise face à leur calvaire. Laissés sans aucune ressource, les employés de ce village touristiques ont passé le Ramadhan à mendier auprès des bienfaiteurs et de leurs proches, ceci alors qu'ils n'arrivent pas à payer les différentes charges domestiques qui de plus en plus s'accumulent.

N. Bensalem

Page 24_Mise en page 1 17/04/2022 16:20 Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:18	12:28	16:10	19:06	20:33
CONSTANTINE	04:24	12:33	16:15	19:14	20:36
ALGER	04:38	12:48	16:30	19:28	20:52
OUARGLA	04:40	12:38	16:16	19:12	20:30
CHLEF	04:46	12:54	16:36	19:33	20:57
MOSTAGANEM	04:51	12:59	16:40	19:37	21:01
ORAN	04:53	13:02	16:43	19:41	21:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7272 — LUNDI 18 AVRIL 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	21°	12°
Oran	25°	10°
Constantine	19°	6°
Ouargla	26°	15°

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

FAUX-DÉPART DE L'ESS ET DU CRB À DOMICILE

L'ES Sétif et le CR Belouizdad, engagés en quarts de finale de la Ligue des champions de football, ont raté à domicile, leur départ dans cette compétition, en concédant respectivement un nul et une défaite lors des derbies maghrébins respectivement face à l'ES Tunis (0-0) et au WA Casablanca (0-1) au stade du 5-Juillet (Alger).



L'ES Sétif qui affrontait vendredi soir une grosse cylindrée tunisienne habituée aux grands rendez-vous continentaux, n'a pu percer la solide défense de l'EST, où évoluent les Algériens Abdelkader Bedrane et Amine Tougai qui ont fait face aux rushs désordonnés de Djabou, Kendouci et autre Djahnit, notamment dans le dernier quart d'heure de la partie.

Les hommes de Radhi Jaïdi ont bien maitrisé leur sujet durant la majeure partie du match, notamment en première période durant laquelle ils ont inquiété l'arrière garde sétifienne, avant de résister aux attaques des «Noir et Blanc» en 2e mi-temps.

Le départ inattendu en milieu de saison du coach tunisien, Nabil Kouki, remplacé au pied levé l'intérimaire, Rédha Bendris, n'a pas arrangé les affaires de «l'Aigle sétifien» qui, traverse un passage à vide en championnat de Ligue 1, en dépit de sa récente victoire sur le MC Alger (2-1).

Pour le match retour, la tâche des camarades de l'excellent gardien Khedairia sera compliquée au stade de Radés, où l'Espérance reste intraitable, grâce à sa très longue expérience dans cette compétition.

Néanmoins, la formation sétifienne, habituée des compétitions continentales et ancienne détentrice du titre de champion d'Afrique et qui a la chance de ne pas concéder un but à domicile, nourrit l'espoir de surprendre les Tunisiens dans leur fief.

Pour y parvenir, les camarades de Djabou seront dans l'obligation, vendredi prochain de relever le défi, savoir gérer la lourde pression qui sera sur leurs épaules, comme l'a indiqué son entraîneur Bendris à l'issue du match aller à Alger.

«Nous avons manqué de fraîcheur en disputant trois matches en une semaine. Notre onze est prêt pour relever le défi, et honorer les couleurs du club et celles du pays en dépit de la difficulté de la mission dans de pareils rendez-vous», a-t-il affirmé.

Le second représentant algérien, le CR Belouizdad est tombé du haut de son piédestal en concédant une défaite lourde de conséquences face au WA Casablanca (0-1) malgré la présence d'un public record, et surtout l'avantage numérique dont ils ont bénéficié durant 83 minutes, suite à l'expulsion du Marocain Jalal Daoud (7e min).

Le solide leader de Ligue 1, qui file logiquement vers son 3e titre national consécutif, n'a pu imposer son style de jeu habituel. Le Chabab qui a exercé en première mi-temps, une grande pression sur son adversaire du jour sans pouvoir concrétiser sa domination, a été mené au score des l'entame de la seconde période par un but de Guy Mbenza (46e). Par la suite, il a nettement pris le contrôle du jeu mais s'est heurté au double rideau du WAC autour de son gardien qui n'a laissé aucune brèche, aux attaquants belouizdadis tels que Aribi et Merzougui et autres Belkhiter qui manquaient de cohésion au niveau de la ligne offensive et confondant vitesse et précipitation. Pour le coach Paqueta, rien n'est perdu, car «il reste encore une manche à Casablanca», a t-il indiqué à la fin du match . «Les chances de passer au dernier carré sont intactes. A Casa, on adoptera une tactique plus offensive, nous serons capables d'inscrire des buts, en misant beaucoup sur l'aspect psychologique pour refaire notre retard», a-t-il précisé. La tâche du capitaine des «Rouge et Blanc», Chamseddine Nessakh, sera difficile samedi prochain au stade Mohamed V, mais impossible à ce niveau de la compétition».

R. S.

SOIRÉES SPÉCIAL RAMADHAN

Chaâbi, madih et foot au programme

LE RAMADHAN est synonyme de spiritualité. Des milliers d'Algériens rejoignent chaque soir les mosquées pour accomplir la prière de tarawih. Cette dernière n'est certes pas obligatoire mais la majorité des fidèles l'accomplissent après la dernière prière d'el-icha. Mais le ramadhan est aussi connu pour ses soirées en famille et ses événements culturels et sportifs, même si certains préfèrent se regrouper pour veiller dans les cafés ou les espaces publics.

Durant le ramadhan de cette année, les villes de la wilaya de Blida connaissent une vie nocturne très animée.

Ainsi, plusieurs programmes ont été concoctés au niveau du chef-lieu de la wilaya (Blida, Boufarik, Chebli et d'autres villes). La 5e édition de «Layali El-Madih», à Blida, était au programme. Pendant cinq soirées, des associations culturelles venues de Cherchell, de Miliana et de Blida ont quelque peu égayé la ville de Blida et fait sortir les familles blidéennes de leur quotidien.

A Boufarik, *le Jeune Indépendant* est allé voir Billal Smaili, directeur de l'EPIC Culture et Sport de la commune, pour éclairer les lecteurs sur le programme de ce mois sacré. «Avec mon équipe, un mois avant le ramadhan, on a commencé les préparatifs d'un programme culturel et sportif riche et varié. On a un tournoi de football en salle (la coupe communale), avec la participation de 36 équipes issues des différents quartiers de la commune. On est déjà à la dixième rencontre.

Cette compétition s'achèvera à la fin de ce mois avec la remise d'une coupe et des trophées aux participants», a expliqué Billal Smaili. «Sur le plan culturel, et pour donner un peu de plaisir aux familles boufarikoises et autres, un programme artistique est prévu pendant toutes les soirées, dont la 5e édition de «Layali echaâbi et el-madih», avec une armada de chanteurs qui se présentent chaque week-end. On a aussi programmé des causeries religieuses avec la présence de docteurs et d'imams, et enfin, un concours de récitants du Coran, dans sa 26e édition, aura lieu les 26 et 27 avril, juste après la prière des tarawih, à la salle de conférences de l'école coranique Cheikh Kouider Bounedjar, à Boufarik», a-t-il ajouté.

Quant à la ville de Chebli, un grand concours de jeu d'échecs est en cours chaque soir, avec la participation de plusieurs joueurs des différentes communes de la wilaya. «C'est une joie de sortir le soir, après une journée difficile, marquée notamment par la hausse des prix. J'ai le choix entre le tournoi de foot ou le calme avec le chaâbi. Je peux aussi aller me prélasser avec mes enfants. Bravo aux organisateurs», a confié un citoyen.

T. Bouhamidi



JOURNÉE DU SAVOIR

Ooredoo poursuit son soutien à l'association IQRAA

OOREDOO marque la Journée du Savoir coïncidant avec le 16 avril de chaque année, en participant à une Journée d'information et de sensibilisation sous le thème : «La lutte contre l'Analphabétisme numérique», organisée par l'Association Algérienne d'Alphabétisation IQRAA, en partenariat avec le Ministère de la Numérisation et des Statistiques, le samedi 16 avril au forum du quotidien El Moudjahid à Alger.

Lors de cette rencontre, le Directeur des Affaires Corporatives de Ooredoo, M. Ramdane Djezairi a exposé dans son intervention, les principales actions et projets réalisés depuis 2006, par l'Association IQRAA dans la lutte contre l'analphabétisme en Algérie avec le soutien de Ooredoo dans le cadre de leur partenariat stratégique.

Un partenariat citoyen qui s'est concrétisé dans de nombreux projets éducatifs et sociaux. Il s'agit notamment de la contribution financière de Ooredoo à la dotation en équipements pédagogiques et technologiques des Centres d'apprentissage et de formation et d'insertion de la femme (AFIF) à El Khroub (Constantine), Temacine (Ouargla), Ouled Yahia Khadrouche (Jijel), Tizi Ouzou et à Ain Bessam (Bouira). Grace aux formations dispensées dans ces centres, de nombreuses femmes et jeunes filles des zones enclavées ont pu de se défaire de la précarité et de l'analphabétisme.

Les deux partenaires ont également lancé en 2013, le Prix Ooredoo d'Alphabétisation qui récompense des personnes, des institutions, des organisations et des associations, publiques ou privées, qui contribuent à la lutte contre l'analphabétisme et la diffusion du savoir et de la connaissance en Algérie. Un prix qui a récompensé en 2015, deux applications mobiles «Hourouf El Hidja» d'apprentissage de la langue arabe de Nazih Dahouche et «Azul» d'apprentissage de la langue Tamazight développée par Karim Ould Oulhadj.

Récemment et dans le cadre de ses actions de solidarité, Ooredoo en partenariat avec l'Association IQRAA ont fait en septembre 2021, un don de 1000 trousseaux scolaires aux élèves sinistrés des wilayas touchées par les incendies de forêts notamment : Tizi-Ouzou, Blida, Jijel, Aïn defla, Bouira, Boumerdes et Médéa.